

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 47/48

21^e année • mercredi 21 novembre 2018

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA

POINT DE MIRE

IL EST ENCORE TEMPS DE VOTER!

Sylviane Herranz

Les jeux sont faits. Peut-être pas. Les derniers sondages sur les votations de dimanche laissent craindre que la révision de la Loi sur la surveillance des assurés passe la rampe avec près de 60% des voix. Or l'histoire nous montre que les sondages n'ont pas toujours raison. On peut y croire, croire que le lobby des assureurs et sa volonté de transformer tous les assurés en abuseurs potentiels soit remis à l'ordre par une population qui bénéficiera, un jour ou l'autre, des prestations des assurances sociales. Car c'est bien d'assurances concernant tous les salariés du pays qu'il s'agit: assurances accident, maladie, chômage, invalidité, mais aussi prestations complémentaires et AVS.

On peut encore y croire, pour autant qu'il y ait un sursaut de dernière minute des indécis et abstentionnistes. Car l'enjeu est central. Avec cette modification de la loi, les assureurs auront le droit de surveiller toute personne soupçonnée d'abus. Des «détectives sociaux», comme les appellent certains partisans de la loi, notamment de l'UDC, pourront vous épier lors d'un arrêt maladie, une période de chômage, ou une fois qu'une rente d'invalidité, par exemple après un accident de travail, vous aura été octroyée. Ils pourront vous suivre à la trace durant 30 jours depuis n'importe quel lieu public pour prouver que vous avez souri alors que vous souffrez de dépression, que vous profitez un peu de l'existence alors qu'invalidé et en incapacité de travailler, celle-ci ne vous aura pas épargné. Ils pourront aussi vous épier jusque sur votre balcon ou dans le jardin de vos amis...

Au Parlement, ceux qui refusent d'introduire un minime contrôle des salaires dans les entreprises voudraient offrir aux assureurs plus de pouvoir que n'en dispose la police en matière de lutte contre la criminalité ou le terrorisme. On croit rêver. Mais c'est la triste réalité d'un pays propre en ordre où le profit compte avant tout. Et comme nous l'a montré l'affaire Corela, où des pseudos experts décidaient de la vie et de la mort sociale de personnes malades, la toute puissance des assurances ne s'exercerait plus seulement avant l'octroi de rentes mais également après, pour les retirer à ceux qui en auraient besoin.

Cette loi sur la surveillance vise à briser l'idée qu'être protégé par une assurance sociale est un droit pour lequel nous cotisons tous. Il vise une fois de plus à culpabiliser toutes les personnes atteintes dans leur santé, leur intégrité physique ou jetées au chômage par des décisions économiques dont elles ne sont pas responsables.

Le temps est compté, certes, mais il est encore possible, pour tous ceux n'ayant pas voté, d'aller glisser dans l'urne, dimanche, un non clair à cette inique Loi sur la surveillance. Les jeux ne sont peut-être pas faits. ■

GRÈVE HISTORIQUE DANS LE PARASCOLAIRE



Plus de 8000 personnes ont manifesté, le 13 novembre à Lausanne, contre le démantèlement des conditions d'accueil parascolaire des écoliers vaudois au terme d'une journée de grève. Une assemblée devait décider lundi passé de la suite du mouvement. **PAGE 9**

PROFIL



François Burland, l'art et la rencontre

PAGE 2

TERTIAIRE

Uber Eats sur la sellette

PAGE 3

INDUSTRIE

ABB Sécheron ne tient pas parole

PAGE 5

SOLIDARITÉ

La Maison du bonheur au Togo

PAGES 6-7

COMMÉMORATION

Les anciens ateliers principaux des CFF à Olten ont accueilli, il y a dix jours, 1400 personnes venues célébrer le centenaire de la grève générale de 1918. Entre passé et présent.

PAGE 10



L'ART, PRÉTEXTE À LA RENCONTRE

Artiste plasticien, François Burland intègre dans la réalisation de ses projets de jeunes migrants. Une manière de donner du sens à son travail

Sonya Mermoud

«Créer, c'est être en lien.» Bien plus qu'une formule dans la bouche de François Burland qui mène, depuis plusieurs années, des travaux artistiques avec des requérants d'asile, plus précisément des mineurs non accompagnés (MNA). Une démarche qui dépasse largement le seul cadre créatif, l'homme offrant sans compter son temps à ces adolescents fragilisés par leur douloureux parcours et la précarité de leur statut. L'œuvre devient prétexte. Je les accompagne au quotidien – mon téléphone est toujours ouvert. Et suis ravi si ma pratique et les relations nouées aident ces jeunes à comprendre notre société», précise François Burland; avant d'ajouter: «Si je devais me présenter, je dirais seulement que je suis un être humain, enfin!» Et l'artiste plasticien, marié, de se défendre d'avoir une fibre sociale. «Mon engagement se révèle purement égoïste. Il donne du sens à mon travail. La création n'a d'intérêt que si elle permet la rencontre.» Une approche valorisée par cet autodidacte tout au long de son parcours. Et après des débuts chaotiques...

DU PAYS DES SOVIETS...

Né à Lausanne en 1958, François Burland associe ses années d'école à un «cauchemar», «un ennui total». A 15 ans, il s'essaie à différents apprentissages. Sans succès. Deux ans plus tard, le jeune homme d'alors quitte la maison, vit dans des squats, part à la dérive... Un événement va le ramener sur les rails et l'aider à découvrir sa voie. Une de ses tantes l'amène visiter une exposition de peinture dans un château. C'est le déclic. François Burland décide de se lancer dans le dessin. Non par intérêt pour cet art mais parce qu'il pense naïvement qu'il pourra alors gagner beaucoup d'argent. Un accident – il renverse malencontreusement de la peinture sur une feuille – lui offre sa chance. Un galeriste apprécie le «tableau». Lui demande s'il en a d'autres de ce type. François Burland frime. Répond par l'affirmative. Et se lance dans

ce travail qui deviendra une véritable passion, coaché par deux personnalités du domaine. «L'art m'a ramené au monde», affirme le Vaudois qui, alors sans gros moyens, dessine sur toutes sortes de supports. Un mode de faire que l'artiste plasticien plusieurs fois primé privilégie aujourd'hui encore, recyclant différents matériaux comme des boîtes de conserve, des cabas, du papier kraft, des draps, du métal, etc. Et puisant son inspiration dans des images et des objets de son enfance. Comme dans l'histoire. En particulier dans les chapitres liés à la guerre froide, la concurrence effrénée que se livrent alors les deux Blocs, la propagande, la conquête de l'espace... Autant d'événements qui vont servir cet aventurier de l'art brut, ayant grandi avec *Tintin au pays des Soviets*, de ferments à son imaginaire. Et le créateur polyvalent de se lancer dans la fabrication de fusées, zeppelins, bombes atomiques, soucoupes, tanks, gravures politiques... Détournant et jouant avec des slogans. Questionnant sans arrêt ce monde. Non sans touches d'humour, de dérision et de poésie.

... À LA DÉCOUVERTE DE LA VIE NOMADE

Parallèlement, l'artiste d'origine franco-suisse se passionne pour le Sahara. Un intérêt qui plante ses racines dans les récits, les souvenirs et la bibliothèque de sa famille comptant des oncles qui se sont battus en Algérie. Un pays dans lequel François Burland se rendra 90 fois! «Au début, je voulais marcher dans les traces de Lawrence d'Arabie. J'avais une vision idéalisée de ce monde. Entre romantisme, mythologie, ethnologie», déclare celui qui organisera par la suite de nombreux camps pour des enfants dans le désert avec des Touaregs. Avant de se lancer dans une aventure artistique en faveur de femmes «en rade, sans mari, sans bétail», animé par l'envie de valoriser leur culture, leurs traditions et leur savoir-faire. A la clef: des Poyas qu'il a dessinées sur des tissus et fait broder par ses interlocutrices. Des projets menés avec cette idée constante de donner du sens à son travail. Ce souci de ren-

contres et de liens. Pas question, dirait-il, de consommer seulement des histoires. Alors il s'immergera totalement dans ce monde étrange. «Tout était à décrypter. Chaque geste. Chaque réaction. Nos codes diffèrent totalement des leurs», relève le voyageur, une imposante bague touareg à son doigt. De singulières tranches de vies qui l'aident d'autant mieux à comprendre aujourd'hui les difficultés rencontrées par les exilés.

AUTANT DANSER

«Sans le travail avec les MNA, j'aurais déjà abandonné ma pratique. Je suis un artiste d'un niveau correct. Pas une star, ni une référence dans le domaine.» Prêt à offrir sa vie «à qui veut

s'en emparer», optimiste par posture – «puisque c'est foutu, autant danser» – le sexagénaire ne croit pas au bonheur. Mais concède néanmoins être épanoui. Et se bat contre toute forme d'étiquette ou de préjugés. «Sympathiser avec un partisan de l'UDC ne me pose aucun problème. C'est important d'échanger, d'essayer de comprendre la pensée de l'autre. Le sens du bien commun peut nous rapprocher.» Regardant dans le rétroviseur de son existence, François Burland assure ne nourrir aucun regret. «Je m'accepte comme je suis», lance cet agnostique qui confie encore sa peur «fondamentale» de la liberté. Une notion qui implique de savoir «gérer ses faiblesses, ses doutes, ses contradictions, une terrible res-

ponsabilité». Un défi que l'indépendant a relevé, aussi sévère et critique à son égard qu'il se montre empathique et généreux avec autrui. La marque de personnes à l'épaisse étoffe humaine, tissée par un vécu hors du commun et la richesse de liens multiculturels... ■

Exposition: «Atomik Bazar», Espace Jean Tinguely & Niki-de-Saint-Phalle, rue de Morat 2, à Fribourg, jusqu'au 17 février. Livre: *Atomik Submarine* dès le 1^{er} décembre aux Éditions art & fiction.

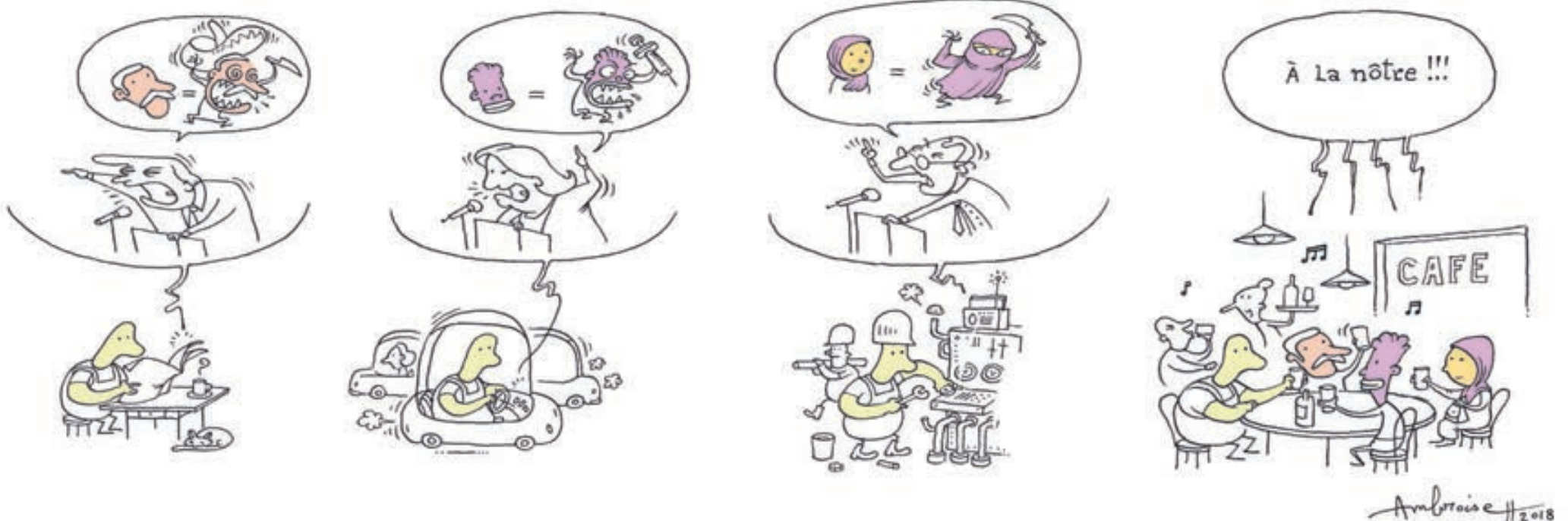
Informations sur le travail avec les MNA: francoisburland.com/association-nela



François Burland ne croit pas au bonheur mais se dit néanmoins épanoui.

LES TRAITS TIRÉS

Ambroise Héritier



A QUELLE SAUCE SERONT MANGÉS LES COURSIERS D'UBER EATS?

Le géant étasunien s'apprête à se lancer en Suisse romande dans la livraison de repas à domicile. Unia réagit

Textes Jérôme Béguin

L'arrivée d'Uber Eats en Suisse romande inquiète Unia. Le syndicat a saisi le Conseil d'Etat genevois et demande la création d'une *task force* sur le plan national. La multinationale étasunienne projette de lancer son service de livraison de repas fin novembre dans la ville du bout du lac, puis dans un second temps dans l'agglomération lausannoise. Déjà présent dans 350 villes à travers le monde avec 160 000 restaurants partenaires, Uber Eats a réalisé un chiffre d'affaires de 6 milliards de dollars en 2017. En Suisse, parmi les fournisseurs intéressés figure McDonald's. Dans le bassin lémanique, il est déjà possible de se faire livrer les produits de Burger King ou KFC par les deux leaders du secteur, Smood.ch et Eat.ch.

DES PROMESSES

Uber aurait déjà recruté une soixantaine de coursiers sur les 200 recherchés à Genève en leur promettant un revenu horaire de 20 à 35 francs pour deux ou trois trajets, rapporte l'agence AWP. Comme pour les employés de son service de transport de personnes, le géant californien n'entend pas engager ces collaborateurs comme salariés. Ils seront donc privés d'assurances accidents et chômage, de cotisations à l'AVS, de remboursement de leurs frais pour leur outil de travail, d'indemnités pour les vacances, de treizième salaire... Quant à la rémunération promise... Avec des livraisons facturées 4,90 francs, comme il est annoncé, elle devrait rester du domaine des promesses.

Rappelons que, soutenus par Unia, des conducteurs Uber de la région lémanique ont mené deux grèves depuis décembre 2017 après n'avoir touché qu'une rétribution de misère pour des journées de travail à rallonge. Pour le syndicat, qui est toujours en conflit ouvert avec Uber Suisse et ses sociétés partenaires, l'indépendance des conducteurs est totalement fictive. L'entreprise technologique équipe en effet les chauffeurs de son logiciel, leur attribue les courses, définit les itinéraires par l'intermédiaire de l'application, fixe les prix, encaisse l'argent et conserve une commission de 25%.

CCT ET CTT CONTOURNÉS

«Apparemment, McDonald's et Uber Eats cherchent à contourner la Convention collective nationale de l'hôtellerie-restauration (CCNT), qui a force obligatoire», relève Artur Bienko. Le responsable de l'hôtellerie-restauration d'Unia Genève souligne que cette convention collective concerne aussi les sociétés de livraison à domicile de plats cuisinés. «Domino's Pizza n'en voulait pas au début, mais, à la suite de nos diverses actions, s'y est finalement assujéti. Dès lors qu'il s'agit de livraison de nourriture exclusivement et de repas chauds à consommer immédiatement, la CCNT doit s'appliquer à tous les livreurs.»

Dans tous les cas, la livraison de marchandises est, dans le canton de Genève, encadrée par un contrat-type de travail (CTT) obligatoire qui fixe le salaire minimum et la durée du temps de travail.

QUEL MODÈLE DE SOCIÉTÉ

Dans un courrier à Mauro Poggia, le syndicat enjoint le conseiller d'Etat en charge de l'Emploi à faire appliquer immédiatement ce CTT à Uber et aux autres acteurs de la branche. Unia demande également à l'Etat de procéder à un contrôle appro-

fondi de la société. «On ne comprend pas ce laisser-faire», soupire Umberto Bandiera, responsable du secteur des transports et logistique en Suisse romande d'Unia. «Le Canton vient pourtant de fermer un certain nombre de restaurants en infraction, on ne voit pas pourquoi il ne ferait pas de même pour une société qui ne respecte pas la loi. Il est temps pour le Conseil d'Etat d'expliquer quelle est sa vision du numérique. S'il s'agit de laisser s'implanter sur le marché de telles entreprises, c'est un avenir très sombre, où les salariés n'auraient plus aucun droit, qui nous attend et c'est tout notre modèle de société qui serait remis en question.»

D'AUTRES RÈGLES SONT POSSIBLES

«Même s'il est difficile pour des employés dans la précarité, ayant peur de perdre leur travail, de s'organiser, des travailleurs d'Uber Eats ont fait grève



THIERRY PORCHET

Uber s'attaque à un nouveau marché en Suisse romande: le transport de petits plats. Avec son système de pseudo-indépendants, la multinationale entend continuer à accroître son profit en mettant sous pression des coursiers à vélo, motards ou chauffeurs sans droits ni protections.

au Royaume-Uni et en Belgique, demandant à bénéficier d'une convention collective. Des règles différentes, respectueuses des employés sont possibles, comme celles qui ont été négociées avec Delivery Hero», explique Massimo Frattini, responsable de l'hôtellerie-restauration pour la fédération syndicale internationale UITA. Spécialisée dans la distribution d'aliments et présente dans une quarantaine de pays, Delivery Hero est basée à Berlin. En Allemagne justement, le ministre fédéral du Travail et des Affaires sociales, Hubertus Heil, a fait part de son enga-

gement à obtenir le respect des droits pour les salariés des plateformes numériques.

Unia réclame que le Conseil fédéral s'engage sur cette voie. Avec pour objectif de mettre fin au dumping salarial, de protéger les employés et de faire respecter les règles du marché du travail aux entreprises technologiques. Le syndicat propose la création d'une *task force* nationale réunissant des représentants des autorités, des partenaires sociaux et des assurances sociales. ■

LAUSANNE OPTÉ POUR UNE VIGNETTE UBER

Le Conseil intercommunal des taxis de la région lausannoise a décidé que les véhicules de tourisme avec chauffeurs (VTC) devront désormais arborer un signe distinctif, vraisemblablement un autocollant, sur leur véhicule. «Ce signe devra être apposé à l'arrière du véhicule, pour que la police qui remarque qu'un individu a été pris en charge puisse s'assurer que le chauffeur est bien en règle», a indiqué le municipal lausannois Pierre-Antoine Hildbrand, président du comité de direction de l'association de communes, à 24 heures. Pour l'instant, 80 chauffeurs se sont annoncés.

Le conseil a, en outre, convenu de réduire le nombre de concessions de taxi dans l'agglomération, compris actuellement entre 230 et 280, à une fourchette de 180 à 240. «Sur les dix dernières années, le nombre d'appels passés dans les centrales de taxis a diminué de 30%. Limiter le nombre de concessions permettra aux chauffeurs de taxi de mieux gagner leur vie», espère l' élu interrogé par le quotidien vaudois.

PAS UNE BONNE IDÉE

«Cette vignette ne me paraît pas une bonne idée», commente Umberto Bandiera, responsable des transports en Suisse romande d'Unia. «Je ne vois pas en quoi elle apportera des réponses aux problèmes et garantira que la loi est appliquée. Cette solution existe déjà en France et ne semble pas, d'après les échos que j'ai eus, avoir produit de résultat positif. J'espère qu'elle n'aura pas valeur d'amnistie. Quant à la réduction du nombre de taxis officiels, ce n'est pas une bonne nouvelle dans la mesure où elle va favoriser la concurrence privée.» ■



Lors de la conférence de presse d'Unia le 14 novembre, de g. à dr. : Massimo Frattini, responsable de l'hôtellerie-restauration à l'UITA, Umberto Bandiera, responsable romand de la branche transports et logistique d'Unia, et Artur Bienko, responsable de l'hôtellerie-restauration à Unia Genève.

Pas d'augmentation des salaires minimums dans les shops

Jérôme Béguin

Pas de cadeau de fin d'année pour les employés de shops de stations-service. L'Association des exploitants de shops de stations-service suisses (AESS) refuse en effet d'entrer en matière sur une demande d'augmentation de 100 francs des salaires minimums.



THIERRY PORCHET

Depuis février dernier, les quelque 13 000 salariés des shops bénéficient d'une convention collective de travail (CCT), qui régit la durée de travail et garantit une série de prestations sociales, comme un treizième salaire, le maintien du salaire en cas de maladie ou de maternité, tout en fixant des salaires minimums. Ceux-ci se situent entre 3700 francs pour les personnes sans formation employées à plein-temps, et 4100 francs pour les titulaires d'un diplôme fédéral. Ces barèmes sont toutefois diminués de 100 francs dans six cantons dits frontaliers, dont le Jura et le Valais en Suisse romande.

Pour les représentants des employés, Unia, Syna et la Société suisse des employés de commerce, une revalorisation de ces minima est nécessaire pour compenser la hausse du coût de la vie et la perte de pouvoir d'achat. «La plupart des employés de shops de stations-service sont des femmes au taux d'occupation réduit et au revenu modeste», relève-t-il dans un communiqué. Pour leur part, les employeurs, qui réalisent des chiffres d'affaires élevés, pourraient bien se permettre d'allonger 100 francs: «Comparés aux autres points de vente du commerce de détail, ces magasins de proximité, dont le nombre est en croissance constante sur

Les négociations salariales de la toute nouvelle CCT pour le personnel des shops de stations-service n'ont pas abouti à une revalorisation

l'ensemble du pays, tirent profit des horaires d'ouverture prolongés du soir et du dimanche.»

DISCRIMINATION AU TESSIN

Autre pierre d'achoppement, le Tessin. Sous l'influence du lobby tessinois des stations-service, le Conseil fédéral, qui a déclaré la CCT de force obligatoire (après trois ans d'attente de partenaires sociaux!), a exonéré le canton transalpin de l'application des salaires minimums. Selon Unia, les salaires usuels avoisinent 3000 francs dans les shops tessinois. Exclure un canton des salaires minimums est un précédent dangereux. Lors de la conclu-

sion de la CCT, l'AESS s'était engagée à trouver une solution, mais, selon les syndicats, elle refuse aujourd'hui d'intervenir pour ancrer des salaires minimums contraignants. Les syndicats proposent une entrée en vigueur progressive de ces minima, jusqu'à fin 2020, date du renouvellement conventionnel, et attendent maintenant que les employeurs formulent de leur côté des propositions pour remédier à cette discrimination salariale. ■

Fondé en 1978 par Lucien Tronchet et ses camarades de luttes, le Collège du travail s'engage depuis quarante ans pour préserver la mémoire du monde du travail, contribuer à son histoire et réfléchir aux défis auxquels il est confronté aujourd'hui.

40^e
anniversaire

mercredi 28 novembre 2018
19h - 22h30
Salle du Faubourg
8, rue des Terreaux-du-Temple, Genève

Programme

Le Collège du travail d'hier à demain.
Charles Magnin, président du Conseil de fondation du Collège du travail

Les gars du bâtiment, extraits d'un film de la FOBB Genève (1955), récemment numérisé, commenté par Audrey Schmid, secrétaire syndicale

Les transformations du travail: quels enjeux et quels défis pour les salarié-e-s?
Jean-Michel Bonvin, professeur de sociologie et socioéconomie à l'Université de Genève, président de l'Association suisse de politique sociale

Buffet

www.collegedutravail.ch

COLLÈGE DU TRAVAIL
1978 - 2018

mémoire, histoire et actualité du monde du travail



Contre la surveillance arbitraire des assur-e-és

NON

www.uss.ch/stop-espionnage

25.11.2018

SGBIUSS

VOUS VOUS INTÉRESSEZ à l'actualité du monde du travail? **VOUS ÊTES SENSIBLES** aux enjeux sociaux, politiques et économiques qui lui sont liés? **VOUS SOUHAITEZ** une information à l'échelle romande, nationale et internationale? **ABONNEZ-VOUS**

L'ÉVÉNEMENT
SYNDICAL

Grâce à une parution hebdomadaire, *L'Événement syndical* suit de près l'évolution du monde du travail. Socialement engagé, il aborde les thèmes essentiels liés aux enjeux professionnels et économiques actuels, tels que les questions de santé et de pénibilité au travail, les grands mouvements de l'économie et leurs conséquences pour les salariés, ou encore les inégalités entre les femmes et les hommes. Il se fait aussi l'écho des luttes syndicales dans notre pays et à l'échelle internationale et propose un éclairage différent sur l'actualité.

☐ Je souscris un abonnement standard à *L'Événement syndical* (60 fr. par an)

☐ Je souscris un abonnement de soutien à *L'Événement syndical* (100 fr. par an)

☐ Je souhaite bénéficier de votre offre d'essai et recevoir gratuitement *L'Événement syndical* pendant 1 mois

Nom, prénom, adresse

Coupon à retourner à *L'Événement syndical* - place de la Riponne 4 - 1005 Lausanne
forum@evenement.ch - Tél. 021 321 14 60

Unia Région Transjurane
www.transjurane.unia.ch

Le Syndicat.

Assemblée générale des retraités Unia Transjurane

Mercredi 21 novembre 2018 à 15h au Restaurant du Jura à Bassecourt

INVITATION

Ordre du jour:

1. Salutations du Président et hommage aux disparus
2. Procès-verbal de l'Assemblée générale du 21.11.2017
3. Bilan des activités du groupe en 2018
4. Elections statutaires du comité
5. Divers
6. Conférence «**Système de santé. Les défis...nos réponses**». Par **Pierre-Alain Fridez**, médecin généraliste, conseiller national.

A l'issue de l'assemblée une collation sera offerte

L'assemblée générale est ouverte à tous les retraités et futurs retraités en 2019 de la région Transjurane.

Au plaisir de vous y rencontrer nombreux!

Denis Berger, président
Dominique Stalder, secrétaire syndicale

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL
Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR *L'Événement syndical*
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Aldo Ferrari

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE Sonya Mermoud

ADMINISTRATRICE Nicky Breitenstein

JOURNALISTES
Sylviane Herranz, Sonya Mermoud, Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS
Evelyne Brun, Christophe Gallaz, Ambroise Héritier, Freddy Landry, David Prêtre, Jean-Claude Rennwald, Daniel Süri

PHOTOGRAPHES
Neil Labrador, Thierry Porchet

ABONNEMENTS 39 éditions par an
Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES
Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION
Centre d'impression Tamedia SA
Tirage contrôlé 60 371 exemplaires

Unia est le premier syndicat de Suisse. En tant qu'organisation dynamique et efficace comptant près de 200'000 membres, nous représentons les intérêts des travailleuses et travailleurs et luttons pour des conditions de travail et des prestations équitables.

Nous sommes à la recherche d'un - d'une:

Secrétaire de Commission paritaire et juriste à 100%

Votre profil

- Formation juridique
- Expérience professionnelle en gestion de dossiers et rédaction de décisions
- Très bonnes connaissances des CCT, du droit du travail, des assurances sociales
- Aisance en rédaction française et excellente orthographe
- Sens de l'organisation, esprit d'initiative, proactivité, serviabilité, sachant prioriser les tâches et respecter les délais
- Soucieux - se du respect de la confidentialité et de la neutralité
- Compétences en communication et sens du contact
- Bonne compréhension de l'allemand à l'oral et à l'écrit
- Capacité de travailler de façon autonome et à s'intégrer dans une équipe

Vos principales tâches en tant que secrétaire (env 50%) seront les suivantes:

- Participation et préparation des séances de la Commission paritaire
- Présentation des projets de décisions et exécution des décisions selon les directives
- Suivi et traitement des rapports de contrôles ainsi que gérer les délais
- Surveiller l'application de la CCT en Romandie et adopter les mesures appropriées
- Personne de référence pour le domaine spécifique
- Coordination des tâches avec le personnel administratif du secrétariat de la Commission
- Assurer le contact et les échanges avec les autres parties/partenaires (interne et externe)

Vos principales tâches en tant que juriste (env 50%) seront les suivantes:

- Rédaction de projets de décisions soumis à l'approbation des membres de la Commission
- Instruction et examen des rapports de contrôles
- Prise de position en cas de recours
- Préparation des réponses aux questions juridiques posées
- Assistance sur les questions spécifiques

Nous vous offrons l'opportunité de rejoindre un environnement de travail agréable et dynamique, dans lequel vous pourrez développer vos compétences professionnelles et votre personnalité. Nous disposons également de conditions sociales attractives.

En cas de questions sur le poste, n'hésitez pas à contacter **M. Schwab** au **026 347 31 34**

Dossier complet à envoyer sous plis, à l'attention du Service du Personnel, Unia Fribourg, Route des Arsenaux 15, 1701 Fribourg d'ici au **28.11.2018**

Entrée en fonction: de suite

LECTEURS ÉCRIVEZ-NOUS
CE JOURNAL EST LE VÔTRE!

L'ÉVÉNEMENT
SYNDICAL

Place de la Riponne 4, 1005 Lausanne
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

WWW.EVENEMENT.CH

Le 25 novembre 2018

NON à l'initiative anti-droits humains

Le Comité romand dit **NON** à l'initiative «pour l'autodétermination»

www.non-initiative-anti-droits-humains.ch



ABB SÉCHERON N'A PAS RESPECTÉ SES ENGAGEMENTS

Contournement du plan social, licenciements d'employés malades et sous-enchère salariale: un an après l'annonce de la délocalisation de l'entreprise genevoise, Unia dénonce

Manon Todesco

Il y a tout juste un an, du 13 au 20 novembre 2017, 150 employés d'ABB Sécheron paralysaient l'usine pour le maintien de l'emploi à Genève suite au plan de délocalisation en Pologne annoncé par la direction. Si la décision d'arrêter une partie de la production, laissant 100 salariés fixes et 43 temporaires sur le carreau jusqu'à mi-2019, n'a pas pu être annulée, un plan social avait pu être conclu entre la direction et les travailleurs, soutenus par Unia. Celui-ci prévoyait une amélioration des conditions de départ, un gel des licenciements pour 2018 et l'engagement de créer de nouveaux emplois dans le cadre d'un nouveau «Center of Competence for Sustainable Mobility». Aujourd'hui, l'heure est au bilan. «Tout d'abord, force est de constater que le plan de délocalisation, dont l'annonce avait été à l'origine des mobilisations des salariés, n'a pas pu être réalisé, commente Alessandro Pelizzari, secrétaire régional d'Unia Genève, qui a convoqué la presse le 19 novembre.

«Des retards organisationnels et des problèmes techniques, dont l'ampleur surprend pour un groupe comme ABB, ont obligé la direction à repousser le déménagement de 15 mois.» Les premiers licenciements seront donc annoncés dès octobre 2019. Quant aux nouveaux emplois promis, seulement quatre personnes ont pu être engagées depuis le début de l'année...

PERSONNEL DÉMORALISÉ

Cette prolongation des délais engendre une grande souffrance auprès des salariés du groupe spécialisé dans les transformateurs de traction. «On se retrouve dans une agonie sans fin», a déclaré l'un d'entre eux, préférant garder l'anonymat. «Si nous quittons notre poste, nous perdons le droit au plan social, mais rester travailler dans une entreprise vouée à la disparition et sans aucune perspective nous met dans une situation impossible.» D'après le syndicat, la situation est devenue tellement intenable que plus d'une vingtaine de personnes ont préféré quitter l'entreprise et renoncer au

plan social. A bout de souffle, de nombreux collègues sont en arrêt maladie. «Pour pallier ces absences, reprend le syndicaliste, ABB Sécheron a eu recours à une armée de travailleurs temporaires qui se révèlent être sous-payés!» En effet, un décompte de salaire en mains d'Unia démontre que le salaire payé est de 25,49 francs de l'heure au lieu de 30,14 francs, comme le prévoit la grille de salaire obligatoire pour la branche à Genève...

CHANTAGE

Alors que l'entreprise tourne actuellement à plein régime et croule sous les commandes, «l'absurdité de délocaliser un site pourtant profitable se confirme» selon Alessandro Pelizzari. Les départs ainsi que les absences posent un problème de taille à la direction qui n'arrive pas à tenir le rythme de production nécessaire. Pour y remédier, cette dernière recourt aux menaces et aux licenciements. Une attitude pointée du doigt par Unia. «Une consultation actuellement en cours auprès du personnel demande à ne pas devoir "appliquer à la

lettre" les accords passés avec le syndicat, et notamment la clause impliquant une baisse du temps de travail dès le 1^{er} janvier 2019, sous peine de suppression d'une pause de 15 minutes ou de travail du samedi obligatoire!», s'indigne le secrétaire régional. Par ailleurs, nombre de salariés malades se voient actuellement licenciés après la fin du délai de protection sans la compensation prévue par le plan social, ce que le syndicat Unia dénonce comme un contournement du plan social.

REVENDICATIONS

Dans ce contexte, le syndicat et les salariés d'ABB Sécheron appellent la direction à la raison et l'invite à répondre

favorablement aux demandes formulées lors de la dernière assemblée du personnel. Les revendications se déploient sur trois axes: l'amélioration des conditions de maintien en emploi pour faire face aux absences; l'amélioration des conditions de départ, rendue nécessaire par le retardement de la délocalisation, en permettant notamment aux départs volontaires de bénéficier en partie du plan social; et enfin, la mise en conformité des travailleurs temporaires. ■



Il y a une année, les salariés d'ABB Sécheron paralysaient leur entreprise durant une semaine en effectuant une «consultation collective» dans l'objectif de maintenir les emplois à Genève. Un an plus tard, l'heure est au bilan.

Neuchâtel: le salaire minimum fait son bonhomme de chemin

Premier du genre, le salaire minimum neuchâtelois est entré en vigueur il y a quinze mois. Est-il respecté? Le point

Jérôme Béguin

Quinze mois après son entrée en vigueur, le salaire minimum neuchâtelois est-il bien appliqué? Arcinfo a mené au début du mois sa petite enquête et conclu que le premier salaire minimum cantonal de Suisse est «encore transgressé». Selon le quotidien cantonal, des chauffeurs de taxi, des coiffeuses ou des serveuses de restaurant ne bénéficient toujours pas de la mesure votée par le peuple en 2011. «Ce n'est pas une surprise. Même dans les branches conventionnées, des employeurs ne respectent pas les minima salariaux», tempère David Taillard, responsable du secteur tertiaire d'Unia Neuchâtel et membre de la Commission tripartite chargée de l'observation du marché du travail. Présidée par l'an-

cien conseiller d'Etat Jean Studer, celle-ci a été désignée par le gouvernement pour appuyer dans la mise en œuvre du salaire minimum. «On reste attentif lors des contrôles paritaires que le salaire minimum soit respecté et, lorsque ça ne joue pas, nous devons dénoncer le cas au Ministère public et demandons à l'employeur de se mettre en conformité. Il y a des tricheurs, c'est un mal qui existe depuis toujours, à nous de les débusquer», explique le secrétaire syndical, qui préside, par ailleurs, l'Union syndicale neuchâteloise. «Quant aux taxis, c'est un problème qui dure depuis des années. De nombreuses déductions sont opérées sur les fiches de paie des chauffeurs, qui, au final, ne touchent qu'un salaire de misère. Nous étudions ce dossier, mais nous avons nombre de difficultés à régler et cela prend du temps.» D'autres acteurs veillent à l'application du salaire minimum, comme les commissions paritaires, le Service de l'em-

ploi, au travers de l'Office des relations et des conditions de travail, ou encore les caisses de chômage. «Si le salaire minimum n'a pas été payé, la caisse de chômage Unia incite les salariés à réclamer leur dû avec l'appui de leur syndicat», indique David Taillard. Les travailleurs peuvent obtenir le versement de leur manque à gagner jusqu'à cinq années en arrière. Il ne faut toutefois pas attendre de perdre son emploi pour agir! «Il y a des centaines d'entreprises dans le canton et on ne peut pas les contrôler toutes. Il est donc important de dénoncer les abus, que les personnes concernées prennent contact avec les syndicats ou le Service de l'emploi, insiste le secrétaire syndical. Nous pouvons en principe garantir l'anonymat de la démarche.» La Commission tripartite présentera un rapport sur le salaire minimum au mois de janvier, on en saura plus à ce moment-là. ■

20 francs de l'heure dès le 1^{er} janvier 2019

Le salaire minimum neuchâtelois, réévalué chaque année en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, se monte en 2018 à 19,78 francs de l'heure. A ce montant s'ajoute pour les travailleurs rétribués à l'heure un supplément de 8,33% pour les vacances. Versé sous forme mensuelle, le salaire minimum atteint 3429 francs pour 40 heures de travail hebdomadaires et jusqu'à 3857 francs pour 45 heures. Dès le 1^{er} janvier, le salaire horaire passera à 20,02 francs. Quelque 2700 personnes, en majorité des femmes, sont concernées par le dispositif. ■

POING LEVÉ

AMAZONIE, TOUS CONCERNÉS

Par Sonya Mermoud

Amazonie en danger. Fin de rémission pour l'Amazonie? La déforestation, ce cancer qui ronge le «poumon de la planète», risque bien de reprendre de plus belle. L'élection en novembre dernier de Jair Bolsonaro à la tête du Brésil laisse en effet présager le pire. Durant sa campagne, le candidat d'extrême droite à la présidence a annoncé qu'il promouvrait agro-business et exploitation minière – deux piliers de son électorat – prêt à leur ouvrir de larges zones de la forêt tropicale. Avant même de prendre les rênes du pouvoir, le nouvel homme fort du pays a remis en question l'Accord sur le climat de Paris et posé ses conditions. Il a aussi annoncé qu'il fusionnerait le Département de l'agriculture avec celui de l'environnement. Même si, sur ce dernier point, il s'est aujourd'hui rétracté. Revirement ou stratégie? La peur de voir les produits d'exportation brésiliens mis au ban de la communauté internationale pourrait expliquer ce changement. Sans pour autant rassurer sur les intentions réelles de celui que l'on surnomme le Trump brésilien.

Environnement contre business. Durant sa campagne, Jair Bolsonaro a en effet clairement affiché la couleur. Les intérêts économiques primeront sur l'environnement. L'agriculture et l'élevage intensifs – le pays produit un cinquième de la viande consommée dans le monde – bénéficieront de nouveaux blancs-seings. La culture du soja, le plus souvent de type OGM, gagnera encore du terrain. Alors que les communautés indigènes seront elles menacées de voir leur territoire – 13% de l'Amazonie – se réduire comme peau de chagrin au profit d'entreprises minières. Et de projets de mégabarrages, comme celui de Belo Monte. Le futur président s'est engagé à ne pas céder un centimètre de plus aux sanctuaires et aux espaces des peuples autochtones, à évoquer l'idée de supprimer la démarcation. Au mépris total de la culture, des traditions et de l'identité des Indiens. Qui ne sauraient, aux yeux du nostalgique de la dictature de 1964, entraver le «développement» du pays et l'exploitation immodérée de ses ressources.

L'humanité en péril. Le défrichage en toute impunité. Avec l'assentiment tacite du numéro un du Brésil. Et la fin de «l'industrie des amendes»... Voilà la menace qui plane aujourd'hui sur l'Amazonie – dont un cinquième a déjà disparu – en dépit de la volte-face de Bolsonaro sur la question du ministère unique. Ressemblant davantage à un revers de façade qu'à une crise soudaine de conscience. Quoi qu'il en soit, le risque qui pèse sur ce gigantesque réservoir de la biodiversité de 6 millions de km², dont 63% se trouve au Brésil, nous concerne tous. La forêt tropicale produit 20% de l'oxygène que nous respirons. Une politique économique décomplexée, en roue libre, fragilisera encore plus le précaire équilibre climatique. Condamnera à la disparition de nombreuses espèces. Le reflet d'une vision à court terme guidée par des intérêts aussi égoïstes qu'irresponsables, une course insensée au profit immédiat, que les enfants et les petits-enfants de Bolsonaro et de tant d'autres, sans un virage à 180 degrés, paieront au prix fort... ■



Mercredi 24 octobre, inauguration J-6, le «B» s'aligne correctement sur le «L».



Les sourires ressemblent à des rires mis sur «pause». Comment les Togolais font-ils pour être si joyeux? Un Togolais joyeux est-il heureux?



Jeudi soir, cours de chant et répétition d'un des spectacles prévus pour l'inauguration. Humain dans la main.



Dimanche après-midi, sortie à la place des fêtes au bord de l'océan. Au programme: limonade, danse et baignade déconseillée. Retour au centre avec 15 ados chantant à tue-tête dans un bus légéré par un homme pour handicapés.



Landry le filleul, enseigne l'éwé, l'une des nombreuses langues du Togo, à Luca son parrain. Fidèle s'assoit et Dela a le droit de se laisser pousser les cheveux.

LA MAISON DU BONHEUR PORTE BIEN SON NOM

Depuis quinze ans, l'ONG Parrainage Africa Suisse vient en aide à des enfants vulnérables. Reportage à l'occasion de la fin des travaux de son centre d'accueil au Togo



Bénédiction du cybercafé pendant l'inauguration. Une vingtaine des personnes se recueillent autour des ordinateurs. Parmi elles, Maria Chevalley, un chef traditionnel (en jaune) et les deux codirecteurs de l'association, Essossinna Banla (à g.) et Norbert Kpehounsí (à dr.).



Faire ou ne rien faire. Parler ou ne rien dire. Etre ensemble.



Que sont-ils devenus?

Emmanuel, soudeur: «Je salue PAS pour m'avoir permis de développer ma vie. Depuis 2005, l'association me soutient. J'avais mon père, mais plus ma mère. Si je suis devenu un grand patron de soudure, c'est grâce à PAS. J'ai fait les escaliers et les barrières ici.»



Edwige, mécanicienne auto: «J'ai vécu chez mes parents, mais j'ai été parrainée. Mon papa est mécanicien auto aussi. Il est fier de mon parcours même si, pour lui, ce n'est pas un métier de femme. J'aimerais maintenant pouvoir passer mon permis de conduire, mais il faut que je me débrouille pour trouver l'argent (environ 200 francs suisses, soit quatre mois de salaire minimum).»



Nestor, menuisier alu: «L'association PAS m'a donné beaucoup pour ma scolarisation, ma santé, ma nourriture. C'est mon grand frère, forgeron comme mon père, qui nous a élevés après le décès de nos parents. J'ai fait ma formation de menuisier. Ma marraine m'a aussi aidé à ouvrir mon atelier. PAS m'a ensuite donné l'occasion de poser les fenêtres et les portes de la Maison du bonheur. Si je suis devant vous, c'est grâce à PAS. Et à Dieu aussi.»



Sedonou, électricien et spécialiste en climatisation: «PAS m'a donné du travail dans la construction de la maison. Actuellement, je travaille encore pour mon patron d'apprentissage pour le remercier. Parfois, il me donne un peu de sous. J'aimerais créer mon propre atelier. Mon grand-père disait qu'un grand homme n'a pas de repos. Il faut chercher son avenir chaque jour. Je tiens à remercier Madame la présidente et l'association PAS.» ■

Textes Aline Andrey

Photographies Légendées David Prêtre/Strates

«**B**onne arrivée!» C'est avec ces quelques mots qu'enfants et adolescents accourent et enlacent le visiteur à l'entrée de la «Maison du bonheur». Une chaleur humaine qui s'ajoute aux températures déjà tropicales. Le petit bâtiment rose saumon, centre d'accueil de l'ONG Parrainage Africa Suisse (PAS), fait figure d'oasis dans la banlieue de Lomé, capitale du Togo. A l'intérieur: trente-deux enfants orphelins ou issus de familles démunies. En Suisse, autant de parrains et de marraines leur permettent d'étudier, de se nourrir et d'avoir un toit. Vivant pour sa part dans un mobile-home à Chessel, la présidente vaudoise Maria Chevalley voue tout son temps, depuis quinze ans, à son association, de la recherche de fonds et de parrainages à l'organisation de marchés artisanaux en passant par les repas de soutien. A ses côtés, un comité suisse s'engage bénévolement lui aussi. Sur place, une équipe togolaise salariée, dynamique et fidèle, encadre les enfants logés dans le centre, ainsi que les quelque 60 autres jeunes parrainés vivant dans leurs familles, solution privilégiée quand l'environnement le permet.

Au total, ils sont donc, actuellement, une centaine à bénéficier d'un soutien financier, dans un pays frappé par la crise. Au Togo, pays étroit de l'Ouest africain, plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté. Le revenu minimum n'est que de 35 000 francs CFA (une soixantaine de francs suisses), montant insuffisant pour nourrir une famille souvent nombreuse (généralement de plus de cinq enfants). Beaucoup vivent encore sans eau courante ni électricité ni assurance maladie. Le paludisme tue, le sida, les accidents cardiovasculaires et la route aussi. L'espérance de vie ne dépasse pas 60 ans, et la mortalité infantile reste très élevée.

Entre les déchets et les trous dans les pistes qui sillonnent les quartiers et les villages, Yao Sezoulon, le chauffeur et logisticien de l'association zigzague. «C'est la danse du canard», rigole-t-il. L'humour, une arme pour mieux supporter la misère?

C'est cette pauvreté qui a choqué Maria Chevalley lors de son premier voyage en terre togolaise il y a plus de quinze ans. Elle décide alors de prendre sous son aile quelques enfants. Peu à peu, celle surnommée «maman poule» trouve dans son entourage d'autres parrains et marraines... Le nombre de filleuls augmente, une maison est louée pour accueillir une quinzaine d'orphelins. Puis des donateurs privés, des fondations et des communes vaudoises vont permettre de construire la Maison du bonheur.

MAISON BAPTISÉE

Ainsi, depuis 2012, les enfants se partagent six chambres colorées meublées de lits à étage surmontés de moustiquaires et de ventilateurs, un réfectoire et une cour au rez-de-chaussée. Au 1^{er} étage, les travaux pour un cybercafé, une salle de réunion, une salle de jeux et des studios pour les parrains et les marraines – afin de faciliter les rencontres et de renforcer les liens – viennent de se terminer. L'inauguration a eu lieu le 30 octobre dernier, l'occasion pour des membres du comité, des parrains, des financeurs, des officiels togolais et des chefs traditionnels de se rendre sur place. La veille, les enfants répétaient en core leur spectacle, pendant que tous contribuaient à la confection du repas et aux derniers préparatifs, tout au long de la nuit. Entre les nombreux discours, tous pétris de reconnaissance, les enfants ont interprété des danses traditionnelles explosives et des chants religieux emplies de douceur.

Après le coupé de ruban, le prêtre a béni les lieux. «Quand il s'est mis à asperger d'eau les ordinateurs, j'ai eu peur», sourit Maria Chevalley, honorée par tous les orateurs. Comme le disait avec malice l'animatrice de la Journée, il faut une turbine pour faire avancer le bateau: «Et le moteur, c'est elle!» A sa capacité d'action s'ajoute un sixième sens pour prendre les bonnes décisions et pour s'entourer de personnes de confiance.

Son défi actuel? L'autonomisation de la Maison du bonheur. L'association a donc acquis une ferme afin de nourrir les enfants (mais et viande surtout) et vendre le surplus sur les marchés. Les clients du cybercafé et les locataires occasionnels de la salle de réunion et du bus représentent aussi un potentiel de ressources. «La prochaine étape, c'est la pose de panneaux solaires afin d'économiser les 400 à 500 francs suisses par mois que nous coûte l'électricité (très chère dans le pays, comme l'essence, en comparaison du niveau de vie, *ndlr*)», relève Maria Chevalley. Il nous faut aussi réduire peu à peu le nombre d'enfants aidés, car l'autonomie ne sera pas réaliste avec autant de filleuls. Une cinquantaine serait idéale.» Norbert Kpehounsí, codirecteur, coordinateur des jeunes, ajoute: «La demande est très grande, mais comme le dit l'adage: qui embrasse trop, mal étreint.»

DES CHEMINS TORTUEUX

Chaque enfant a son histoire, son propre parcours, tumultueux, douloureux. Il y a Abraham qui a soigné ses parents jusqu'à ce que le sida les terrasse. Juliette, orpheline de père, qui a grandi dans l'ONG internationale SOS Villages, avant d'être transférée à la Maison du bonheur. Prosper, qui a bénéficié du soutien de Terre des hommes, grâce à l'entremise

de PAS, et traversé six opérations nécessaires à sa survie. Dela qui a pu être soignée au niveau auditif et oculaire. Ange, 8 ans, dont l'albinisme demande des soins particuliers. Et tous les autres...

Atsoupé, recueillie avec ses deux frères jumeaux, Pierre et Paul, raconte les difficultés rencontrées après le décès de son père. «Au village, il n'y a pas de lumière, l'eau est au puits, on doit travailler aux champs. C'est difficile d'étudier. On avait faim», se souvient-elle, les yeux embués, la peur de la sorcellerie en toile de fond.

Une adolescente raconte qu'à la mort de son père, sa mère, ayant refusé de devenir la femme de son beau-frère comme le veut la tradition, a dû quitter la cour familiale.

D'autres jeunes ne veulent pas parler de leur passé. «Mais on n'oublie pas», précise Rachel, 17 ans, pleine, comme ses camarades, d'une gratitude infinie envers la Maison du bonheur et leur «maman Maria». «Ici, on vit très bien. On nous protège et on nous respecte», relève Eric, 12 ans. «On trouve de la joie, de l'amour, mentionne Milena, 17 ans. Mon rêve, c'est d'aider l'association, les enfants en difficulté.» Tous se disent friands de recevoir des nouvelles de leurs marraines ou de leurs parrains. L'un d'eux, Bertrand Pilloud, polymécanicien de métier et membre du comité suisse, explique: «J'essaie de venir tous les deux ans pour voir mon filleul qui vit dans sa famille au village de Vogan. Pour moi, le lien est important. Je lui ai fait construire une chambre et acheté un lit. Je n'arrivais pas à dormir dans le mien en l'imaginant couché par terre. Je lui ai aussi offert un vélo pour faire les trois kilomètres qui le séparent de l'école.»

Justin, le cuisinier de l'association, ancien enfant soutenu par PAS, raconte: «L'association m'a aidé et toujours encouragé. Mais je n'ai pas eu de contact avec mon parrain et j'étais un peu jaloux de ceux qui recevaient de leurs nouvelles.» Il n'a que 4 ans lorsque son père décède. «Ma mère trouvait de quoi nous nourrir, mais c'était difficile au niveau de l'école et de la santé», se souvient-il.

UN TREMPLIN

La Maison du bonheur représente une étape de vie. A la fin de leur formation, les enfants parrainés devront se débrouiller. Norbert Kpehounsí développe: «Certains seront autonomes, d'autres devront retourner dans leurs familles, comme ils le font déjà pendant les vacances afin de ne pas perdre pied avec leur milieu d'origine. Car, ici, en comparaison, c'est le luxe. D'où l'importance qu'ils lavent leurs vêtements, fassent la vaisselle, cuisinent et participent aux travaux de la ferme.» La petite Ange, du haut de ses 8 ans, explique un brin espiègle, l'éponge à la main:

«Ici on apprend à nettoyer, surtout les garçons...» L'égalité dans le partage des tâches et l'importance pour les jeunes filles d'avoir un métier sont des thèmes que Norbert Kpehounsí expose souvent à ces adolescents qui rechignent parfois à la tâche. «Quand on leur demande de nous aider à la cuisine, les voilà qui bourdonnent», lance Justin. «Nous leur rappelons souvent de penser en arrière, de se rappeler d'où ils viennent. L'argent ne tombe pas du ciel. Les gens en Suisse travaillent dur pour qu'ils puissent vivre ici», relève Audrey, femme de ménage lumineuse et «gardienne» des enfants le week-end. Tout le monde l'appelle maman, comme sa collègue Pyalo, de laquelle émane une patience infinie. Orpheline, elle aussi. «Très jeune, j'ai été placée dans des familles où je devais garder leurs enfants. En ce temps-là, je n'étais pas payée.»

Dans le réfectoire, les enfants vont et viennent. L'horaire du repas est souple, au gré de la faim de chacun, de leurs devoirs respectifs, des répétitions de danse et de chants, nombreuses en prévision de l'inauguration de la Maison du bonheur. Autant d'occasions de se réunir autour d'une activité commune. Friends, les enfants semblent intéressés par toute animation, de l'atelier improvisé d'avions en papier aux exercices de mathématiques proposés par leur camarade Prospa, jeune parrainé particulièrement studieux.

Leur enthousiasme est communicatif. Reste que les larges sourires cachent les difficultés. «Même quand ça ne va pas, on dit que ça va», explique Yao Sezoulon. Pour ne pas déranger, ou parce que la foi permet d'accepter et d'espérer. Le dimanche, à 6h du matin, la majorité des enfants se rendent dans leur Eglise respective (catholique ou évangélique). Sauf quelques-uns, telle Milena: «Je préfère prier Dieu à la maison. Dans les Eglises, je ne sais pas ceux qui disent la vérité et ceux qui mentent...»

A la question de leur avenir, des métiers s'esquissent tels que couturier, coiffeuse, commerçante (pour les plus courants) ou encore footballeur, hôtesses de l'air, laborantin, journaliste, sociologue... Malgré leur jeune âge, fonder une famille reste essentiel. Diane, 16 ans, dit vouloir peu d'enfants. Combien? «Cinq, répond-elle en riant. Mais c'est Dieu qui décide!» ■

Plus d'informations: africa-pas.org

QUAND ÉTUDIER RELÈVE DU PARCOURS DU COMBATTANT

Parallèlement au travail de l'ONG, la générosité de Maria Chevalley et d'autres membres du comité s'exprime ailleurs de manière personnelle. La présidente a soutenu notamment la construction d'une école primaire privée à deux pas de la Maison du bonheur. «Lorsque j'ai hérité de mon père, je me suis acheté en Suisse ce dont je rêvais depuis longtemps: une Mercedes! Puis j'ai vu l'école de Monsieur Dagadou en ce temps-là littéralement dans la boue. J'ai alors vendu ma bagnole pour construire l'établissement scolaire près d'ici.» La présidente de PAS raconte, l'air de rien, sa vie tumultueuse. Elle soupire en remarquant l'inscription peinte sur le mur de l'école primaire du quartier: *Maria Chevalley. Une femme battante qui œuvre inlassablement pour la cause et le bonheur des enfants démunis.* «Pas besoin de pub!» lance la jeune retraitée au franc-parler. Les plus petits de la Maison du bonheur fréquentent cette école privée, les plus grands l'école publique. Le directeur de l'établissement, Emmanuel Dagadou, affirme, en aparté: «Je ne vais jamais cesser de l'admirer. Elle a tant fait pour nous. Parfois, on propose à l'association des enfants, ceux qui sont mal nourris, pas propres, dont la famille ne s'occupe pas souvent, à la suite d'une séparation des parents ou d'un décès... Les jeunes au PAS ont de la chance.» Une enseignante, son nourrisson âgé de 3 semaines dans les bras, interpelle l'un des membres du comité suisse. Un enfant de sa classe dont elle s'occupe (en plus de sa progéniture), orphelin de mère et dont le père se soucie peu, doit se faire opérer de la cataracte. Elle ne sait pas comment payer cette opération. Au Togo, tous les soins se règlent cash avant chaque acte médical. Une situation dramatique pour la majorité de la population qui a tout juste de quoi se nourrir.

MANQUE DE FORMATION

Chaque matin, après la levée du drapeau et l'hymne chanté par les enfants, ceux-ci rejoignent leurs classes au pas militaire. Ils sont une quarantaine par salle – moitié moins que dans le public. Les ventilateurs ne tournent pas. «Des petits voleurs ont coupé les câbles électriques», se désole le directeur. Les élèves répètent en chœur les mots du professeur. Emmanuel



Fière, tendre, maligne, drôle et sans gêne, la benjamine de la Maison du bonheur a 8 ans. Elle s'appelle Ange et doit se protéger du soleil. Elle est albinos et adore le lait sorti du frigo.

Dagadou confie devoir calmer parfois les enseignants «pour qu'ils n'utilisent pas le bâton». Et d'ajouter: «J'essaie de leur apprendre la patience.» «L'enseignement ici fait penser à celui des années 1950 en Suisse», résume en aparté un enseignant du canton de Vaud, présent pour l'inauguration. Au Togo, où le taux d'alphabétisation est de moins de 70%, les professeurs ne sont pas toujours bien formés, généralement mal payés et les écoles privées, aux tarifs très variables, nombreuses.

Norbert Kpehounsí, codirecteur de PAS, diplômé en psychologie et en sciences de l'éducation, illustre: «Beaucoup de professeurs ne comprennent pas qu'un enfant inattentif a peut-être des problèmes à la maison, ou rien mangé le matin. Des universitaires se tournent vers l'enseignement faute de débouchés, mais ils n'ont souvent ni envie d'enseigner ni pédagogie.» Et comment s'occuper de tous, lorsque dans les écoles publiques, le nombre d'enfants peut dépasser la centaine d'élèves? «Dans ma classe, au lycée, nous sommes 122. Je me lève tôt pour avoir une place devant. Derrière on n'entend rien», relève Juliette, habitante de la Maison du bonheur, ses cheveux coupés court à la garçonne comme toutes les étudiantes des écoles publiques. «C'est pour éviter que les professeurs ne les draguent...» explique Yao Sezoulon, chauffeur et logisticien de PAS. Norbert Kpehounsí confirme ce règlement ahurissant: «Mais c'est aussi pour empêcher les maux de tête liés au tressage.» Avec son discours souvent imagé, il ajoute: «Avec les tresses, le cerveau n'est pas aéré!»

APPRENTIS PAS PAYS

A chacun ses étonnements. Les jeunes professionnels togolais sont, quant à eux, bouche bée en apprenant que les apprentis en Suisse sont payés durant leur formation. Au Togo, c'est au contraire à l'apprenti de verser une somme d'argent à son patron au moment de signer son contrat. Puis de travailler gratuitement en échange de sa formation pendant trois ans au moins. Il n'est pas rare qu'ils continuent même de rendre service à leur supérieur une fois le diplôme en poche, par fidélité, voire gratitude. Traditionnellement, les jeunes diplômés doivent aussi organiser une fête en l'honneur de leur formateur. «Mais, précise Norbert Kpehounsí, au vu du coût engendré, cela se fait de moins en moins.»

3000 DANS UNE CLASSE

Dans les universités, les élèves doivent payer un écolage et jouer des coudes. «Nous sommes 3000 en sociologie. L'amphithéâtre le plus grand peut accueillir 1500 élèves. Mais nous nous retrouvons aussi dans des salles de 500, et même de 150, explique Marceline, soutenue par PAS. Je me lève vers 4 ou 5 heures pour avoir une place.» Face à cette situation précaire, l'association loge ses étudiants dans des chambres près du campus, le transport n'étant de surcroît pas assuré depuis les villages et les quartiers excentrés. Par conséquent, le montant du parrainage est plus que double pour les universitaires, passant de 40 francs à 105 francs par mois. «En général, on essaie de trouver un deuxième parrain. Et dans tous les cas, l'association compense. Même un parrainage de 40 francs ne suffit souvent pas, car les frais médicaux sont importants», détaille Elizam Banla, trésorier de l'association, arrivé en Suisse il y a treize ans pour ses études. Aujourd'hui ingénieur civil, il a le délicat rôle de pont culturel entre sa patrie d'origine, le Togo, et sa terre d'accueil, la Suisse.

Norbert Kpehounsí admet ne pas pouvoir toujours répondre aux demandes venant de Suisse aussi rapidement qu'il le souhaiterait. «Ici, même si on veut aller vite, on se retrouve toujours à faire la queue.» Et d'ajouter, philosophe: «Vous avez la montre. Nous, nous avons le temps!» ■

HOMMAGE

Fritz Reimann, un syndicaliste qui a marqué sa génération

Ancien président de l'Union syndicale suisse (USS), Fritz Reimann est décédé le 7 novembre à Thounne à l'âge de 94 ans. L'USS perd ainsi un des syndicalistes les plus marquants des années 1970 à 1990. Né en 1924 à Oberhof dans le Fricktal, il travailla après un apprentissage en tant qu'outilleur et adhéra à la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH). Il devint syndicaliste professionnel en 1951, secrétaire central de la FTMH à partir de 1973 et président de ce syndicat entre 1980 et 1988. Pendant les années 1982 à 1990, il occupa aussi la fonction de président de l'USS. Politiquement, Fritz Reimann était membre du Parti socialiste, un parti qu'il a représenté au Conseil national de 1979 à 1991. Fritz Reimann incarne toute une génération de syndicalistes qui se sont engagés, pendant les «années dorées» de l'histoire du mouvement syndical suisse, pour la confiance placée dans la politique contractuelle, le partenariat social et la garantie d'un progrès matériel constant pour les travailleurs et les travailleuses. Profondément émue par le décès de Fritz Reimann, l'USS fait part de ses sincères condoléances à sa famille. ■ **USS**



Fritz Reimann a été président de l'USS de 1982 à 1990.

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: syndicat
Téléphone: lundi de 14h à 17h30; mardi, mercredi et jeudi de 8h à 11h30 et 14h à 17h30; vendredi de 8h à 11h30 et 14h à 16h.
Guichet: lundi à jeudi de 14h à 18h; vendredi fermé.
Bienne: caisse de chômage
Téléphone: lundi de 10h à 11h30; mardi à vendredi de 8h à 11h30.
Guichet: lundi à jeudi de 14h à 18h.
Granges-Longeau: syndicat
Téléphone: lundi et mercredi de 14h à 18h; mardi de 9h à 11h et de 13h à 17h; vendredi de 9h à 11h.
Guichet: lundi et mercredi de 14h à 18h; mardi de 13h à 17h; vendredi de 9h à 11h.
Granges-Longeau: caisse de chômage
Téléphone: mardi, mercredi et jeudi de 9h à 12h; vendredi de 9h à 11h et de 14h à 17h.
Guichet: lundi et mercredi de 14h à 18h; mardi de 13h à 17h; vendredi de 9h à 11h.
Lyss: Mardi et jeudi de 14h à 18h.

GENÈVE

SÉANCES
Comité métallurgie du bâtiment: mercredi 21 novembre à 17h30.
Groupe d'intérêt femmes: jeudi 22 novembre à 19h.
Comité EMS: jeudi 22 novembre à 20h.
Comité HCR: mardi 27 novembre à 18h30.
Comité gros œuvre: vendredi 30 novembre à 19h.

PERMANENCE PAPHYRUS
Horaires: mardi et jeudi de 16h à 19h.
Toutes les séances et la permanence ont lieu au syndicat.

NEUCHÂTEL

HORAIRE DES SECRÉTARIATS
Neuchâtel et la Chaux-de-Fonds
Permanence administrative: de 10h à 12h du lundi au vendredi, de 15h à 18h les lundi, mardi, mercredi et jeudi.
Permanence syndicale: de 15h à 18h les lundi, mercredi et jeudi.
Le Locle
Ouverture du bureau: lundi 9h30 à 12h, mardi et jeudi 9h30 à 12h et 15h à 17h30.
Permanence téléphonique: lundi et mercredi 8h à 12h, mardi et jeudi 8h à 12h et 14h à 17h30.
Fleurier
Ouverture du bureau: lundi, jeudi et vendredi 9h30 à 12h, mardi 9h30 à 12h et 15h à 17h30.
Permanence téléphonique: lundi, jeudi et vendredi 8h à 12h, mardi 8h à 12h et 15h à 17h30.

CAISSE DE CHÔMAGE
Invitation à une information sur l'assurance chômage dans les locaux d'Unia: Neuchâtel: le mardi 11 décembre à 16h.
La Chaux-de-Fonds: le jeudi 22 novembre à 16h. (prochaine date 13 décembre)

VALAIS

SYNDICAT ET CAISSE DE CHÔMAGE
Sierre: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 40.
Sion: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 20.
Martigny: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 60.

Monthey: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 80.

HORAIRES
Permanence téléphonique: du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.
Ouverture du guichet: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

PERMANENCES SYNDICALES
Sierre: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30. Lundi soir, de 17h à 19h.
Samedi de 9h à 11h30.
Sion: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30. Jeudi soir, de 17h à 19h.
Samedi de 9h à 11h30.
Martigny: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30. Jeudi soir, de 17h à 19h.
Monthey: mardi et vendredi, de 9h30 à 11h30. Mardi soir, de 17h à 19h.

VALAIS ROMAND
LE CINÉMA DU NOËL DES ENFANTS
Section du Valais Central: projection de «Astérix, le secret de la potion magique»
Le 8 décembre à: 10h au cinéma du Bourg à **Sierre**. 10h au cinéma Lux à **Sion**.

Section du Bas-Valais: projection de «Le Grinch»
Le 15 décembre à: 9h30 au cinéma Casino de **Martigny**. 9h30 au cinéma Plaza de **Monthey**.

Pour les enfants et petits-enfants des membres Unia, l'entrée est gratuite. Pour les accompagnants, une participation de 12 fr. par personne est demandée.
Les billets sont à retirer pendant les heures d'ouvertures des différents secrétariats Unia Valais.

VAUD

GRUPE FEMMES
Prochaines séances
Les prochaines séances du Groupe femmes d'Unia Vaud auront lieu **le mardi 4 décembre à 12h** au secrétariat Unia de la Vallée de Joux, Grand-Rue 44, Le Sentier, et le même jour à **19h** au secrétariat Unia, place de la Riponne 4 à Lausanne.
Nous vous remercions de confirmer votre participation à vaud@unia.ch ou 0848 606 606.

SECRÉTARIATS
Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun.
Vous pouvez les contacter au 0848 606 606. Depuis la France au 0041 848 606 606.

PERMANENCES SYNDICALES
Aigle: chemin de la Zima 2. Mardi et jeudi de 16h à 18h30, 1^{er} samedi du mois de 9h à 11h. Patronat Ital/Uil: de 15h à 17h30, 1^{er} et 3^e mercredi du mois.
Château-d'Ex: pas de dates fixes, prendre contact avec le secrétariat de Vevey.
Lausanne: place de la Riponne 4. lundi de 14h à 17h30, mardi et jeudi de 14h à 18h30, samedi de 9h à 11h.
Le Sentier: Grand-Rue 44. Mardi et jeudi de 14h à 18h.
Morges: Grand-Rue 73-75. Jeudi de 16h à 18h30, dernier samedi du mois de 9h à 11h.
Nyon: place Bel-Air 6. Mardi et jeudi de 16h à 18h30, samedi de 9h à 11h, sauf le dernier samedi du mois.
Payerne: rue du Simplon 10. Jeudi de 16h à 18h30.
Crissier: rue des Alpes 51. Mardi et jeudi de 16h à 18h30.
Vevey: avenue Paul-Cérésole 24. Lundi de 16h à 17h30, mardi et jeudi de 16h à 18h30, samedi

de 9h à 11h, sauf le dernier samedi du mois. Patronat Ital/Uil: de 14h à 16h, 1^{er} et 3^e mercredi.
Yverdon: rue Haldimand 23. Lundi de 16h à 17h30, mardi et jeudi de 16h à 18h30. Samedi de 9h à 11h.

CAISSE DE CHÔMAGE
Lausanne: 021 313 24 80.
Crissier: 021 612 00 40.
Morges: 021 811 40 70.
Nyon: 022 994 88 40.
Yverdon: 024 424 95 85.
Le Sentier: 021 845 62 66.
Vevey: 021 925 70 01.
Aigle: 024 466 82 86.

LA CÔTE
ADRESSE PROVOISIRE
En raison de travaux, nous vous informons que le secrétariat syndical de La Côte vous accueille provisoirement à l'adresse suivante: place Bel Air 6, 1260 Nyon.
Les numéros de téléphone et les horaires de permanences syndicales restent inchangés. Merci de votre compréhension.

LAUSANNE
SECRÉTARIAT
Notre secrétariat de Lausanne est ouvert **uniquement les après-midis**.
Heures d'ouverture:
Lundi de 13h30 à 17h30.
Mardi et jeudi de 13h30 à 18h30.
Vendredi de 13h30 à 16h.
Les horaires du téléphone et des permanences ne changent pas.

GRUPE DES RETRAITÉS
Programme d'activités
Séance du comité: mercredi 5 décembre à 9h45 chez Unia.
Repas de fin d'année: mercredi 12 décembre au restaurant La Treille à Prilly. Apéro à 11h15, puis repas dès 12h15, prix 35 fr. pour les membres, 45 fr. pour les accompagnants.
D'autres séances de comité pourront être fixées selon les activités.

NORD VAUDOIS
PERMANENCE DE VALLORBE
Réouverture
Le syndicat Unia répond à nouveau à vos questions tous les mardis de 16h à 18h lors de sa permanence syndicale.
La permanence s'adresse en particulier aux travailleuses et travailleurs de l'industrie.
Contact: Syndicat Unia, Grand Rue 9, 1337 Vallorbe 0848 606 606.

CAISSE DE CHÔMAGE
Lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 11h30 et de 14h à 16h30.
Mercredi de 9h à 11h30, fermé l'après-midi.
Permanence téléphonique: même horaire, 024 424 95 85.

RIVIERA – EST VAUDOIS
AIGLE
Syndicat et caisse de chômage: Le secrétariat syndical et la caisse de chômage Unia d'Aigle vous accueillent dans ses nouveaux locaux au chemin de la Zima 2, 3^e étage.
Permanences syndicales: Mardi et jeudi de 16h à 18h30. 1^{er} samedi du mois de 9h à 11h.
Guichet de la caisse de chômage: Lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 11h30 et de 14h à 16h30.
Mercredi de 9h à 11h30, fermé l'après-midi.
Permanences téléphoniques: Lundi, mardi, jeudi de 9h à 11h30 et de 14h à 17h. Mercredi et vendredi de 9h à 11h30, fermé l'après-midi.

BRÈVES

MÉDIAS: TOUJOURS PAS DE PLAN SOCIAL AU MATIN

Cela fait plus de cinq mois que l'annonce de l'abandon du *Matin* papier est tombée. Ce passage à une version 100% web aura laissé 41 collaborateurs sur le carreau. Et la goutte d'eau qui fait déborder le vase: toujours aucun plan social n'a été ficelé. Pour dénoncer cette situation, un rassemblement a eu lieu le 15 novembre devant la tour Edipresse à Lausanne, auquel ont participé une quarantaine de personnes.
Pour bref rappel, les rédactions romandes de Tamedia avaient mené une grève, interrompue quelques jours plus tard pour laisser une chance aux discussions, sous l'égide du Conseil d'Etat. Mais depuis, il semblerait que les négociations entre les partenaires sociaux soient au point mort, laissant dans l'attente les ex-employés lésés. Dans une lettre ouverte, les 41 licenciés somment l'éditeur zurichois, qui a encaissé plus de 170 millions de francs de bénéfices net en 2017, de prendre ses responsabilités sociales et légales. «Alors que la délégation des employés avait présenté un plan social permettant (...) de se réinsérer dans un contexte professionnel difficile, (...)», l'éditeur zurichois persistait dans son attitude brutale et intransigeante. (...) Alors que la délégation du personnel a plusieurs fois revu ses propres demandes à la baisse, Tamedia (...) a toujours refusé la moindre concession.» Et de déplorer le «temps perdu», «des mois durant lesquels nous aurions pu nous former, nous réorienter». ■ **MT**

GENÈVE: POUR UN SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ!

Jeudi dernier, environ 900 employés de la fonction publique et des secteurs subventionnés genevois ont battu le pavé. Réunis à 17h à la place Neuve, ils sont ensuite montés en Vieille-Ville pour protester devant le Grand Conseil contre le projet de budget 2019 qui prévoit, notamment, la non-indexation des salaires. Menée par le Cartel intersyndical, cette mobilisation avait plusieurs objectifs: d'abord, exiger la tenue rapide d'un vote parlementaire visant à capitaliser la caisse de prévoyance de l'Etat (CPEG). Comme expliqué dans notre édition du 14 novembre, les fonctionnaires et leurs syndicats sont partisans du Projet de loi 12228 de l'Alternative et du MCG, qui prévoit une capitalisation rapide sans détériorer drastiquement les prestations, alors que le projet de loi du Conseil d'Etat implique une baisse des rentes.
Par ailleurs, les salaires n'ayant plus été indexés depuis 2010, le personnel revendique son droit à une indexation pour l'année en cours de 1,3% et un rattrapage effectif en 2019. Enfin, face à la pénurie de postes dans de nombreux services et institutions subventionnées, le Cartel demande aussi l'ouverture de négociations pour des compléments de postes indispensables afin de «préserver des prestations de qualité à la population».
Alors que le Conseil d'Etat a fait marche arrière sur des mesures d'austérité salariale (engagement moins deux classes, blocage de la progression salariale et non-versement de l'annuité), le Cartel intersyndical y voit un signe d'ouverture «qui permettrait de commencer de réelles négociations concernant l'amélioration des conditions de travail». ■ **MT**

VAUD: ÉCLAIRAGE SUR LES SANS-PAPIERS

«Sans-papiers dans le canton de Vaud. Et si on faisait le point?» C'est sous cet intitulé que le Centre social protestant Vaud organise une conférence-débat sur la question, lundi 26 novembre, à La Fraternité (place Arlaud 2, Lausanne), de 18h15 à 19h30 avec les apports du Collectif vaudois de soutien aux sans-papiers (CVSSP) et le syndicat Unia. ■ **AA**

LA GRÈVE DE 1918 À L'AGENDA

28 novembre: «La lutte continue! 1918-2018: Grèves d'hier et d'aujourd'hui», soirée organisée par l'Union syndicale vaudoise à Pôle Sud à Lausanne à 19h (J-J. Mercier 3). En présence des historiens Dominique Dirlwanger et Julien Wicki, et de grévistes ayant joué un rôle actif dans des mouvements récents en terre vaudoise.
Jusqu'au 28 novembre: «La grève générale à Bienne», expo itinérante installée jusqu'au 11.11 sur la place Centrale, du 12 au 18.11 sur la place de la Gare, du 19 au 26.11 sur la place Walsen, du 25 au 28.11 sur la place du Marché-Neuf, finissage le 28.11 à 18h au Marché-Neuf.
8 décembre: «Regards croisés neuchâtelois historico-syndicaux», colloque et journée de formation de 9h30 à 15h30 à la salle Unia du Locle (Crêt-Vaillant 19-21) avec conférences, discussions, repas et convivialité, inscription auprès de neuchatel@unia.ch.
12 décembre: «1918: L'affrontement de la grève générale», documentaire de Frédéric Hausammann, projection publique et discussion en présence du réalisateur et d'historiens organisée par l'Aéhm. A 20h30 à la Maison de quartier sous-gare, av. Dapples 50 à Lausanne. Entrée libre.
Jusqu'au 20 janvier: expo au Musée national de Zurich, infos sur nationalmuseum.ch ■ **L'ES**

COMMUNIQUÉ

TURQUIE: ASSASSINAT DU LEADER SYNDICAL ABDULLAH KARACAN

La Confédération syndicale internationale (CSI) a condamné le meurtre du dirigeant syndical turc Abdullah Karacan à l'issue d'une attaque perpétrée le 13 novembre à Adapazari en Turquie, lors de laquelle deux autres représentants syndicaux ont été blessés. D'après les rapports reçus par la CSI, un assassin muni d'une arme à feu a tiré sur les responsables syndicaux alors qu'ils étaient réunis avec des travailleurs de l'usine de pneus Goodyear.
Abdullah Karacan était le président du syndicat des travailleurs du caoutchouc et de la chimie Lastik-İş. Les deux autres personnes blessées par balle sont le président régional du syndicat, Mustafa Sipahi, et le délégué syndical Osman Bayraktar. Le pronostic vital d'Osman Bayraktar reste engagé.
«C'est une attaque accablante, et nos condoléances et pensées vont à la famille d'Abdullah Karacan et aux personnes qui ont été blessées dans la fusillade, de même qu'aux travailleurs qui en ont été les témoins. Nous en appelons aux autorités turques à prendre les dispositions qui s'imposent en vue de l'ouverture d'une enquête exhaustive et à traduire en justice toutes les personnes impliquées dans cette atrocité», a déclaré Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI.
Dirigeant syndical hautement respecté, Abdullah Karacan avait notamment remporté une victoire historique contre le travail précaire en persuadant les multinationales du pneu à mettre fin aux délocalisations* dans leurs activités en Turquie. Le syndicat Lastik-İş est membre du syndicat DEŞK, affilié à la CSI, et est également affilié à la Fédération syndicale internationale Industriall, qui a aussi fait part de sa vive émotion en réaction à l'attentat. ■ **CSI**

* Plus d'infos sous: industriall-union.org/fr/leader-syndical-assassine-en-turquie

PARASCOLAIRE: UNE GRÈVE HISTORIQUE

Plus de 8000 personnes ont manifesté contre le démantèlement des conditions d'accueil des écoliers vaudois. Lundi soir, le personnel se réunissait pour décider de la suite de la mobilisation

Aline Andrey
Photos Neil Labrador

Plus de 8000 manifestants, personnel vaudois du parascolaire, parents et enfants, ont défilé à Lausanne le 13 novembre. «Grève, grève et manifestation! Pour nos enfants, on veut des solutions!» Une mobilisation inédite pour faire face aux attaques de l'Etablissement intercommunal pour l'accueil parascolaire primaire (EIAP) contre les conditions d'accueil des 4 à 12 ans. «EIAP, t'es foutu, l'enfance est dans la rue», lance un petit garçon au micro avant que le cortège ne s'ébranle, les pancartes brandies: «L'argent est plus important que l'avenir de nos enfants?», «Vaud: cancre du parascolaire?», ou encore «2m² par enfant, 5m² pour une poule bio!». Des conditions actuelles qui pourraient être encore dégradées dès le 1^{er} janvier 2019 par l'augmentation des effectifs voulue par l'EIAP en charge du parascolaire dans le canton de Vaud.

La mobilisation a commencé dès le matin dans de nombreux centres de vie infantine en grève ou dès l'après-midi notamment dans les APEMS (Accueil pour enfants en milieu scolaire) à Lausanne. Une première dans la profession.

Plusieurs mesures contre les conditions de travail et d'accueil décidées par l'EIAP ont mis le feu aux poudres: l'augmentation du nombre d'enfants par éducateur, passant de 12 à 15 élèves (pour les 6 à 10 ans) et de 15 à 18 (pour les 10 à 12 ans); et la diminution de l'effectif de professionnels formés, notamment.

L'EIAP avance, quant à elle, des arguments économiques et souhaite offrir davantage de souplesse aux communes. «Pour autant aucun chiffre n'est avancé par l'EIAP, et les solutions proposées semblent, au contraire, de nature à faire croître les coûts (personnel encadrant, *turn over*, etc.). Cette révision à la baisse des standards d'accueil engendre une dynamique de déprofessionnalisation du secteur», rétorque l'association Avenir social et le SSP, représentants du personnel éducatif, dans un communiqué. Les soutiens sont nombreux dans le canton: enseignants (SPV), parents (APE), Insieme Vaud (association de parents de personnes handicapées), pédiatres vaudois, Parti socialiste, Verts, Solidarités et POP, entre autres.

POUR LE BIEN-ÊTRE DES ENFANTS

Dans le cortège qui sillonne la ville, Marion, éducatrice depuis vingt ans, souligne: «Nous manifestons surtout pour les enfants. L'EIAP veut clairement baisser la qualité de l'accueil, alors que la prise en charge se complexifie. Nous ne faisons pas du gardiennage. Nous voulons être à l'écoute des enfants pour leur permettre de bien grandir. Le bon développement de l'enfant se joue aussi au niveau du vivre ensemble. Comment peut-on faire des économies sur le dos des enfants?» Et d'ajouter: «Si les éducatrices n'avaient pas réagi, les parents n'auraient même pas été mis au courant. Alors qu'ils paient pour ces prestations! La transparence n'est pas là. Les parents sont avec nous ce soir.»



Du jamais vu à Lausanne depuis des lustres! La manifestation qui a clos la journée de grève et d'action du personnel du parascolaire du canton de Vaud a rassemblé plus de 8000 personnes le mardi 13 novembre. De nombreux parents sont venus apporter leur soutien à la lutte des éducatrices qui se battent contre des mesures inacceptables et à risque pour les enfants.

Un jeune papa, poignée de poussette dans une main, enfant dans l'autre, relève: «Ma femme m'a convaincu de venir. Et je suis content d'être là pour défendre les qualités de l'accueil.» A ses côtés, son épouse, ancienne éducatrice, lance: «J'ai arrêté, car les conditions de travail étaient trop dures. Déjà avec douze écoliers, c'est un cauchemar. Si les enfants vont bien, c'est facile, mais ce n'est jamais le cas. Mes anciennes camarades sont nombreuses à avoir quitté le métier, épuisées. En plus, comme c'est un métier féminin, il est dévalorisé: les salaires sont bas.»

«Qui va nous former? Quel avenir?» questionne une étudiante à la fin du cortège, devant la foule amassée sur la place de la Riponne. «Si vous trouvez que l'éducation coûte cher, essayer l'ignorance», renchérit l'un de ses camarades en citant Abraham Lincoln. «Afin d'éviter que l'IAPE continue de faire la sourde oreille, continuer à faire

du bruit!» hurle Maria Pedrosa, secrétaire syndicale du SSP.

L'EIAP CAMPE SUR SES POSITIONS

Malgré le tintamarre, l'EIAP n'a pas daigné ouvrir de négociations, ni même contacté directement les représentants du personnel. «Depuis quelques mois, nous sommes informés via les médias. Si dans 24 heures, l'EIAP a admis que sa communication n'était pas optimale, il ne fait toujours rien pour l'améliorer», tance Christine Guinard Dumas, secrétaire générale d'Avenir social Vaud (l'association professionnelle du travail social). «Nous leur avons écrit un message le lendemain de notre mobilisation, resté sans réponse jusqu'ici (vendredi, *ndlr*). Ils ne prennent pas en compte les 8000 personnes qui ont manifesté, ni les associations, pédiatres et partis qui soutiennent les éducatrices. C'est une problématique de société, car cela représente un incroyable re-

tour en arrière. De nombreuses municipalités, dont Lausanne, s'organisent pour ne pas péjorer l'encadrement. On risque d'assister à un accueil à deux vitesses dans le canton. Et pour combien de temps?» D'autres questions sont toujours en suspens, dont notamment l'évaluation des économies pour les communes? Et la représentativité de l'EIAP, commission constituée de huit libéraux-radicaux et de deux socialistes?

Une assemblée du personnel se tenait lundi soir au moment du bouclage de *L'Événement syndical* pour décider de la suite de la mobilisation. ■

«On est presque en prison»

A Fribourg, une large coalition se mobilise pour la régularisation des requérants déboutés, interdits de travailler et d'avoir une vie décente

Sylviane Herranz

Une vie digne et le droit au travail pour les personnes à l'aide d'urgence. Telle est l'exigence de la Coordin'Action Fribourg Solidaire et du collectif Poya Solidaire exprimée le 7 novembre dernier devant le Grand Conseil fribourgeois. 2400 papiers colorés, pareils à des drapeaux de prière tibétains, ont été déployés pour sensibiliser les députés et présenter la pétition, ayant réuni 2400 signatures, déposée deux jours plus tard. Une pétition exigeant du Conseil d'Etat fribourgeois et du Grand Conseil d'agir en faveur de requérants d'asile déboutés, à l'aide d'urgence et vivant dans une précarité absolue. Un appel de personnalités a également été présenté ce jour-là à la presse, appel soutenant les revendications des collectifs qui demandent aux autorités de faire usage du droit qui est le leur de régulariser, avec l'octroi d'un

permis humanitaire, les requérants à l'aide d'urgence, de ne pas exécuter de renvoi et, dans l'attente d'une régularisation, d'octroyer une autorisation de travail aux personnes concernées. Cet appel est soutenu notamment par l'ancien conseiller d'Etat en charge de la Sécurité et de la Justice Erwin Jutzet, par le vice-président des Verts suisses Gerhard Andrey, par des syndicalistes comme Armand Jaquier et Xavier Ganiot d'Unia, et par de nombreux artistes.

INHUMANITÉ ET PRÉCARITÉ

Guy Zurkinden, membre de Fribourg Solidaire, estime à 285 le nombre de personnes à l'aide d'urgence dans le canton, dont près de la moitié en Suisse depuis longtemps. «Nous nous battons pour que les personnes à l'aide d'urgence puissent avoir un statut, un permis leur permettant de travailler. A l'aide d'urgence, tu ne peux rien faire,

tu n'existes pas, c'est la mort sociale pendant des années», souligne-t-il, précisant que la majorité des requérants déboutés viennent d'Ethiopie et d'Erythrée, pays où un renvoi les mettrait gravement en danger. Or, «il est possible que des vols spéciaux se préparent», alerte-t-il. Après une première manifestation en juin, la Coordin'Action demande une entrevue avec les conseillers d'Etat en charge du dossier. Le mouvement est soutenu par de nombreuses associations, partis et par l'Union syndicale fribourgeoise. Organisés dans le collectif Poya Solidaire, des requérants déboutés dénoncent la précarité et l'inhumanité dans laquelle ils sont contraints de survivre, avec 10 francs par jour, sans droit à une formation, à un emploi, ni celui de se déplacer dans un autre canton, forcés aussi de vivre dans un foyer où les tensions sont extrêmes. «Cela fait quatre ans que je suis en



Quelque 2400 prénoms de requérants déboutés, déployés sur autant de papiers colorés, ont accueilli les députés fribourgeois il y a quinze jours pour qu'ils interviennent en faveur de la régularisation de ces personnes vivant dans une totale précarité.

Suisse. En deux ans, j'ai eu seulement un cours de français de six mois. Après, j'ai reçu la décision négative. Je n'avais plus le droit de travailler ou de recevoir un cours. J'ai trouvé un stage, mais ils ont refusé. On est presque comme dans une prison», témoigne l'un d'eux. «Nous avons dû laisser nos pays afin de fuir des régimes dictatoriaux et totalitaires. Nous avions de l'espoir et la perspective d'améliorer et de changer

notre vie. Mais la situation que nous affrontons ici est le contraire. Cela fait plus de quatre ans que j'attends, que je subis une inactivité forcée. C'est très dur», explique un autre, qui conclut: «Nous ne sommes pas des criminels. Nous sommes jeunes, pleins de force et d'espoir. Tout ce que nous demandons, c'est de pouvoir travailler et vivre dignement.» ■

Entre passé et présent: la grève générale célébrée

Le centenaire de la grève générale de 1918 a été commémoré dans les anciens ateliers des CFF à Olten le 10 novembre, entre discours et musique

Sylviane Herranz
Photos Neil Labrador

Les anciens ateliers principaux des CFF à Olten, dont les murs se souviennent peut-être des longues heures de ces journées de novembre 1918, quand cheminots et grévistes bloquaient le pays, ont accueilli le samedi 10 novembre quelque 1400 personnes pour commémorer le centenaire de la grève générale de 1918. Symbolique, la date marque le moment où il y a tout juste 100 ans, le Comité d'action d'Olten, constitué de responsables de l'Union syndicale suisse (USS) et du Parti socialiste (PS) d'alors, lançait pour le surlendemain un appel à la grève générale. Une décision faisant suite à des mois de lutte contre la vie chère et la misère généralisée dans les rangs ouvriers, et au déploiement de la troupe, à Zurich notamment où elle venait de tirer sur des grévistes. Du 12 au 14 novembre 1918, 250 000 travailleurs et travailleuses ont cessé le travail durant trois jours. Après un ultimatum du Conseil fédéral, et craignant une guerre civile, le Comité d'Olten a appelé à l'arrêt de la grève.

NOVEMBRE 1918 - JUIN 2019

Cent ans plus tard, dans les ateliers d'Olten, les revendications actuelles se sont mêlées à celles de la grève générale de 1918. Les femmes du Syndicat des services publics, qui venaient de décider, lors de leur Conférence nationale féminine, «de s'engager pour la grève des femmes et féministes» du 14 juin 2019, ont accueilli les participants à la commémoration à coup de slogans anti-patriarcaux et pour l'égalité. Une grève évoquée également par Vania Allea durant son allocution sur «la nécessité de la grève aujourd'hui». L'égalité salariale n'étant toujours pas une réalité, il était temps d'organiser une nouvelle grève des femmes, a-t-elle déclaré. «Travaillons ensemble, femmes et

hommes solidaires, pour une impressionnante journée de grève et d'action en 2019!» Elle a également rappelé l'importance de la grève pour créer un rapport de force favorable aux travailleurs dans les négociations avec le patronat. Des grèves qui ne cessent de se développer, dans toutes les branches, depuis les années 2000. La présidente d'Unia a également fait l'éloge de la mobilisation exemplaire des maçons qui ont dernièrement été 16 000 à protester durant leurs journées de travail contre les exigences des entrepreneurs. Les organisateurs de la célébration, USS, PS suisse et Société Robert Grimm, ont donné la parole, par écran interposé, à plusieurs femmes et hommes ayant fait grève ces dernières années: un maçon évoquant le succès de la grande grève de 2002 pour la retraite à 60 ans, une employée de l'Hôpital de Fribourg, une salariée de l'ATS, des grévistes des Officines de Bellinzzone, de la Compagnie de navigation du Lac Majeur et des Transports publics genevois. Christiane Brunner, ancienne présidente de la FTMH et coprésidente de l'USS, a terminé ces témoignages en évoquant la grève des

femmes de 1991, une grève «sérieuse mais aussi festive», qui avait rassemblé 500 000 d'entre elles.

LES ACQUIS DE LA GRÈVE

Des intermèdes musicaux, allant des percussions de P-Train au Live Band CFF, en passant par les belles chansons engagées interprétées par le chœur Linksdrall, ont ponctué cette évocation de la seule grève générale que la Suisse a connue. Une occasion aussi pour Paul Rechsteiner, président de l'USS, de revenir sur les acquis de cette grève, «étape majeure de la Suisse moderne et point de départ de la Suisse sociale». Des acquis presque immédiats, comme la semaine de 48 heures. «On est passé d'un coup de 59 à 48 heures de travail. Onze heures de moins par semaine!» Ou plus tardifs comme l'AVS, introduite 30 ans plus tard et le suffrage féminin obtenu en 1971. Paul Rechsteiner a encore rappelé le souvenir des trois jeunes travailleurs abattus par l'armée à Granges, par derrière, alors même que la grève avait été levée. Et de lancer: «Plus jamais ça!» Président du Parti socialiste suisse,

Christian Levrat s'est lancé dans un plaidoyer pour une gauche forte et unie, cette dernière étant «au cœur de la Suisse moderne». Une gauche internationaliste pour «faire échec aux vagues brunâtres qui menacent la paix et la stabilité de notre société, en Suisse comme ailleurs». Une gauche «née dans les cendres de la grève générale», tombée cent fois et relevée cent fois pour que les revendications de la grève soient remplies, appuie-t-il, oubliant que quelques-unes sont encore à conquérir...

HOMMAGE AUX FEMMES DE 1918

Concluant la ronde des discours, la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a lancé un vibrant hommage à ces femmes qui, il y a 100 ans, travaillaient pour remplacer les hommes mobilisés à la frontière, couraient entre l'usine et la cuisine pour tenter de donner à manger aux enfants, ces femmes ayant organisé la première Conférence internationale pour la paix en Suisse, et de grandes manifestations contre la faim avant même la grève générale, durant laquelle elles se sont aussi mobi-

lisées pour ravitailler et seconder les grévistes. «Les femmes furent-elles remerciées pour leur immense engagement? Non. Le suffrage féminin, qui figurait tout en haut des revendications de la grève, dégingole pour devenir le dernier des soucis des hommes de ce pays», a déclaré Simonetta Sommaruga, indiquant qu'il a fallu des générations de femmes pour lutter contre la discrimination et l'exclusion et secouer les carcans. Un long chemin jalonné d'échecs jusqu'à l'obtention du suffrage féminin, 53 ans après la grève générale. Relevant le retard accumulé en matière d'égalité, elle souligne que «sans les femmes courageuses d'alors, d'il y a 100 ans, nous ne serions pas ici». Elle ajoute être «infiniment reconnaissante envers les femmes et les hommes d'alors» et envers toutes celles qui se sont battues durant ces 100 ans «pour nos droits et pour l'égalité, pour un monde de paix, un monde plus juste». Et d'inviter hommes et femmes présents à poursuivre leur engagement: «Nous ne sommes pas encore arrivés au but.» ■



Moments de partage, d'évocation, d'hommage et de convivialité. Entre les neuf revendications de la grève générale de 1918 et aujourd'hui, cent ans de luttes qui se poursuivent.

Les employés de Nestlé arrivent à saturation

Malgré de bons résultats, Nestlé Purina France annonce la suppression de 200 emplois ainsi que la cession de son site de Quimperlé en Bretagne. Un énième cauchemar pour le personnel

Manon Todesco

Nouveau coup de massue pour les employés de Nestlé, en France cette fois-ci. Nestlé Purina, le spécialiste de l'alimentation et des accessoires pour chiens et chats, a annoncé le 8 novembre, lors de la présentation de ses orientations stratégiques, la suppression d'un quart de ses effectifs hexagonaux, soit environ 323 personnes, dont 123 en raison de

la cession du site breton de Quimperlé. Une nouvelle qui a provoqué stupeur, écœurement mais aussi incompréhension au regard des excellents résultats affichés par le groupe Nestlé Purina France réalisés sur le territoire. «Année après année, relèvent dans un communiqué de presse les six syndicats qui représentent les salariés à travers le pays, le groupe dégage un chiffre d'affaires d'environ 1 milliard d'euros en France, avec un résultat net et des

royalties proches de 80 millions d'euros. De plus, Nestlé bénéficie du dispositif du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) à hauteur d'environ 2,7 millions par an.» Deuxième plus gros contributeur après Nespresso, Purina pensait être épargné. «Depuis 2012, nous subissons des restructurations à répétition», informe Daniel Loget, secrétaire du comité central d'entreprise Nestlé Purina et représentant syndical au comité du groupe Nestlé en France. Déménagement de siège, cession de services, reprise, liquidation ou encore regroupement: au total, depuis six ans, 1000 postes sont supprimés chaque année. «On sature, reprend le syndicaliste. On ne voit plus le bout de ces restructurations. Malgré ces excellents résultats, Purina France comme Nestlé France continuent à se désengager massivement de ses salariés et de ses sites.»

NON À LA CESSION

Nestlé Purina, qui cherchait au départ un simple partenaire pour son usine de Quimperlé, a finalement admis qu'elle souhaitait s'en séparer. 123 employés sont concernés. L'idée de Nestlé est de céder le site et les salariés, mais pas les produits. «Tous les repreneurs sérieux se sont retirés de la course, poursuit Daniel Loget. Le dernier repreneur potentiel, C&D, est en difficulté en France et en Espagne. Dans un marché aussi concurrentiel, et qui rapporte autant d'argent, cette reprise est vouée à l'échec, et c'est pourquoi nous n'en voulons pas!» Les salariés de Quimperlé, épaulés par leurs syndicats, ont présenté à leur direction un projet alternatif. «Nous proposons de baisser les effectifs grâce à des départs volontaires et des mesures d'âges afin de sauver le site», détaille le secrétaire. Salué par la direction, le projet n'a pas été écarté.

«Nestlé Purina cherche à trouver un accord permettant de réduire les effectifs et de céder le site de Quimperlé. Etant donné qu'il n'y a aucune justification économique à cela, pour l'ensemble des organisations syndicales, l'ouverture de négociations ne pourra s'envisager qu'avec le maintien du site de Quimperlé dans le giron de Nestlé.» Pour les travailleurs et leurs syndicats, hors de question de se laisser faire! Ils feront entendre leurs voix à travers les médias mais aussi par le biais d'une exposition mêlant œuvres d'art et performances. Du côté de l'action syndicale, une convergence des luttes semble se dessiner. «L'usine Froneri à Beauvais, qui produit les glaces pour Nestlé, a annoncé sa fermeture, provoquant la grogne de ses salariés», informe Daniel Loget. ■